

Après la présidentielle

Roger Martelli

- La concomitance des élections françaises et grecques a fait courir sur l'Europe un vent de fraîcheur. Les bons résultats du Front de gauche en France, les scores superbes de Syriza et de la gauche radicale en Grèce (plus de 30 %) nous disent tout haut que nous avons commencé à en finir avec la longue séquence dépressive des années 1980-1990, celle du face-à-face exclusif de l'ultra-libéralisme et du social-libéralisme. Le réalisme de la rupture peut marquer des points face à l'irréalisme de l'adaptation. C'est un événement. Qu'il faut bien sûr confirmer aux législatives de juin.
- La gauche française a obtenu un résultat très honorable au premier tour ; elle a gagné au second. Elle a progressé, le 22 avril, parce que le PS et la gauche de gauche ont progressé tous deux par rapport à 2007. Mais elle reste au-dessous de ses scores des années 1970-1980, parce que la gauche de gauche n'a pas retrouvé les niveaux qui étaient les siens au temps de la bonne santé électorale du PCF.
- En France, la gauche de gauche est comme à mi-chemin. Elle a globalement effacé le souvenir désastreux de 2007. Après avoir mené une campagne remarquable, J.-L. Mélenchon réalise un score à deux chiffres qui était inespéré il y a quelques mois encore. Il fait à lui seul mieux que le total éparpillé de 2007 (+ 2,2 %) mais moins que le total de 2002 et de 1995 (- 2,8 %).

Le mieux est le signe que la démarche du Front de gauche (FDG) va dans la bonne direction : pas question de revenir en arrière ou de rester en marge ; pas d'autre solution que d'être pleinement *dans* le FDG. Le moins bien est le signe que le Front n'est pas encore à son rythme de croisière : y participer implique donc de l'aider à se transformer pour être plus efficace.

- Un niveau « normal » pour la gauche de gauche est suggéré par l'espace de sympathie que dessinaient les sondages de la mi-avril : plus de 15 % des voix. Atteindre puis dépasser ce seuil, pour redevenir majoritaire au sein de la gauche, n'est plus un rêve vague. Des conditions existent cependant pour parvenir à cet objectif.

La plus fondamentale, dès demain, est de tisser un lien renouvelé entre la mobilisation sociale et les constructions politiques. La subordination du social au politique a fait son temps ; mais la séparation de l'un et de l'autre est une malédiction. Nous ne partons heureusement pas de rien : l'expérience du mouvement anti-TCE en 2005 et cette campagne présidentielle elle-même ont ouvert des pistes, en associant militants politiques, syndicalistes, associatifs. Ne sous-estimons pas pour autant le fait que nous avons, sur ce point, un authentique devoir d'innovation.

- Le FDG peut y contribuer ; pour le faire efficacement, mieux vaudrait toutefois qu'il s'affirme comme un creuset de citoyenneté directe, et non comme un simple cartel d'organisations. En matière de méthode alternative, comme en matière d'organisation citoyenne, la créativité est d'autant plus nécessaire que la période à venir sera rude. La crise, la pression libérale à l'austérité et une recomposition de la droite à l'italienne : nous n'aurons pas que du bonheur !

La campagne a révélé une dynamique militante et citoyenne exceptionnelle ; la pâte ne doit pas retomber. C'est dire que le plus urgent, à très court terme, est l'amélioration de l'outil FDG. Pour l'instant c'est une structure de fait, pas de droit. Ses modes de fonctionnement sont aléatoires : ils ont besoin d'être stabilisés, et donc formalisés. Il est peu vraisemblable que les deux principaux

acteurs du FDG renoncent aujourd'hui à leur existence spécifique. Dans l'immédiat, le plus raisonnable est ainsi de considérer que le Front va garder un caractère mixte : il devrait être à la fois une base de coopération de partis et une structure d'accueil pour des individus.

- Dès lors, autant se dire qu'il est composé, à égalité de dignité, d'organisations constituées (partis et mouvements) et de structures localisées (assemblées citoyennes ou autres) où des individus ont la possibilité d'adhérer directement. Aucune organisation ne doit avoir l'impression que l'on décide à sa place et qu'elle perd l'autonomie qu'elle souhaite garder ; en sens inverse, aucun des individus qui ne se reconnaissent dans aucune organisation particulière ne doit avoir le sentiment qu'il est le jouet de structures par ailleurs bien rodées.

Dans une période sans élection à court terme, comment faire vivre la double dimension du Front ? Des conventions nationales périodiques pourraient rassembler à la fois les représentants des organisations et ceux des structures locales du Front, pour fixer le cadre général du travail en commun. Une fois le cadre défini, une structure souple de coordination prendrait les décisions nécessaires entre les conventions. Sa composition pourrait être déterminée par consensus : l'essentiel est que toutes les parties prenantes s'accordent pour que la pluralité soit effective, celle des sensibilités comme celle des pratiques et des générations.

- Si la gauche de gauche veut devenir hégémonique à gauche, elle doit aller progressivement vers une cohérence égale à celle des grandes formations de la gauche et de la droite, PS et UMP. L'idéal reste donc à mes yeux du côté d'une seule formation à la gauche du PS, à la fois cohérente et plurielle, brassant sans les faire disparaître les traditions, les cultures, les pratiques et les générations. Je persiste à penser qu'il faudra bien aller dans cette direction. Mais, à moyen terme, le FDG restera dans un entre-deux : au mieux, il sera plus qu'un cartel ; il sera moins qu'une organisation...

Dans cette hypothèse, nous serons confrontés à un problème épineux : à ce jour, les composantes partisans du FDG reposent sur deux formations centrales (PCF et PG) et sur une poussière de groupuscules. Or le tête-à-tête des deux « ténors » n'est pas bon : il crée des tensions latentes ; il laisse de côté ceux qui ne se reconnaissent aujourd'hui ni dans l'une ni dans l'autre de ces traditions. En outre, l'expérience montre que la parcellisation de petites structures, à côté des deux formations les plus importantes, conduit en pratique à leur satellisation.

J'ai ainsi la conviction qu'il faut chercher à faire progresser le Front dans deux directions simultanées, tout aussi stratégiques l'une que l'autre : aller vers un FDG « citoyen », dans lequel l'appartenance à une structure déjà existante n'est pas la condition pour adhérer et militer ; faire en sorte que l'état des organisations participantes soit le plus riche et le plus efficace possible.

- Trois questions se posent à propos du second objectif : pour être efficace ne faut-il pas regrouper au sein du FDG les petites formations autres que le PC et le PG ? Ce regroupement est-il possible en l'état ? Peut-il se définir autrement que de façon négative, par un « ni-ni » (ni PC ni PG) ?

Aux trois questions, j'ai tendance pour l'instant à répondre de façon triplement positive :

- le regroupement, à côté du PC et du PG, est nécessaire pour agir utilement à l'intérieur du Front ;
- il est possible dès l'instant où la volonté politique existe pour le bâtir ;
- il correspond à une expérience et à une culture bien installées depuis quelques années, qui ne s'opposent pas à celle des deux autres composantes du Front, mais qui pour l'instant ne se confondent pas pleinement avec elles.

Du côté des « ténors », il en est qui considèrent que la séquence ouverte en 1995 (la conjonction d'un esprit de radicalité et d'un « mouvement social ») est désormais terminée, que le temps des

« mouvementistes » pagailleux est passé et que le moment est venu de retourner aux « fondamentaux » des partis politiques d'hier et d'avant-hier. Or, beaucoup des militants engagés dans le FDG et dans la campagne Mélenchon se sont inscrits, depuis le début des années 1990, dans une dynamique originale, indissociablement sociale et politique, associative, syndicale et partisane, qui ne se contentait pas de « continuer » les traditions antérieures de la République et du mouvement ouvrier. Beaucoup parmi nous se sont côtoyés dans cette expérience innovante, se sont découverts, ont appris à construire ensemble, à se projeter ensemble dans l'avenir. Nous ne sommes pas près de tourner le dos à un cheminement prometteur ; nous devons vouloir encore en tirer les leçons politiques.

Cette proximité de longue durée peut être positivement valorisée. La légitimité d'un rapprochement spécifique à l'intérieur du FDG ne se définit pas d'abord de façon négative. Elle est dans le désir de continuer une expérience, jusqu'à ce jour propulsive, qui repose sur quelques grands piliers :

- la nécessité vitale de concilier pluralité maximale et cohérence d'action, sans sacrifier l'une, sans renoncer à l'autre ;
- le besoin de conforter la critique exhaustive de l'existant (l'exploitation, la domination, l'aliénation articulées à l'hégémonie du capital) par l'énoncé d'une cohérence alternative et donc d'un projet d'émancipation, multicolore et argumenté ;
- la promotion d'une rupture franche, qui se démarque à la fois du marché « libre » et de l'étatisme ;
- la liaison indissoluble, dans la longue durée, entre rupture radicale et construction politique et citoyenne, entre dynamique sociale et débouchés politiques, entre luttes et élections, entre anticapitalisme et processus émancipateurs concrets.

À tout cela s'ajoute la volonté déterminée de ne pas séparer continuation et novation, fidélité et transformation, dans la façon de penser comme dans la manière de s'organiser.

- Sur cette base, il n'est certes pas facile d'esquisser d'un trait les contours d'une convergence durable et les structures capables de les faire vivre. Pas question donc de bâcler la construction d'une démarche fédératrice ouverte et positive ; pas question d'éviter le temps nécessaire des propositions, des vérifications et des rythmes d'évolution de chacun. Mais pas question non plus de traîner à l'infini. Une fois la séquence électorale complètement terminée (juin), la « fenêtre de tir » ne sera ouverte que brièvement. Toute précipitation serait improductive ; tout retard serait étouffant.
- En tout état de cause, l'expérience des cinq dernières années a tranché : dispersée, la gauche d'alternative est vouée à la rétraction et à la marge ; rassemblée ou en voie de rassemblement, elle peut reprendre l'initiative et se sortir du dilemme éprouvant qui la conduisait à être, soit un aiguillon marginal soit une roue de secours de majorités inéluctablement dominées par l'esprit d'adaptation. Bonne nouvelle : unie, la gauche de gauche peut à la fois peser sur la gauche et être indépendante de la social-démocratie. Nous y avons pris goût ces derniers mois ; comment pourrions-nous retourner aux errements centrifuges d'antan ?